

Brochure n° 3060

Convention collective nationale

IDCC : 1930. – MEUNERIE

AVENANT N° 41 DU 18 JUIN 2013

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1350985M

IDCC : 1930

PRÉAMBULE

Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés ont fait un bilan du régime de prévoyance des salariés de la convention collective nationale de la meunerie et au vu des comptes de résultats ont souhaité revoir les taux de cotisations du régime conventionnel de prévoyance.

Le présent avenant modifie l'article 63.1 « Bénéficiaires des garanties du régime de prévoyance » et l'article 63.12 « Cotisations ».

Article 1^{er}

Bénéficiaires des garanties du régime de prévoyance

A compter de la date d'effet du présent avenant, l'article 63.1 « Bénéficiaires du régime de prévoyance » sera modifié comme suit :

L'ensemble du personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective bénéficie des garanties du régime de prévoyance.

Article 2

Cotisations

L'article 63.12 « Cotisations » est modifié dans les conditions suivantes :

« Les taux de cotisation des garanties, exprimés en pourcentage du salaire brut, sont fixés à :

GARANTIE	TAUX DE COTISATION	PART SALARIÉ	PART EMPLOYEUR
Garanties de ressources	0,50 %	–	0,50 %
Incapacité de travail	0,14 % tranches A et B	0,14 %	–
Invalidité	0,15 % tranches A et B	0,02 %	0,13 %
Reprise d'encours invalidité (**)	0,03 % tranches A et B	0,01 %	0,02 %
Décès / IPT	0,33 % tranches A et B	0,05 %	0,28 %

GARANTIE	TAUX DE COTISATION	PART SALARIÉ	PART EMPLOYEUR
Rente éducation	0,09 % tranches A et B (***)	0,01 %	0,08 %
Rente handicap	0,02 % tranches A et B	0,01 %	0,01 %
Total	1, 26 % (*)	0,24 %	1,02 %

(*) Le taux maximum pratiqué sur les tranches A et B en application de la présente convention collective (mais nonobstant les obligations nées d'autres conventions ou accords dont, notamment, la convention collective de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947) est de 1,26 %. Ce taux est diminué de 0,03 % à raison et dans les limites du taux d'appel pratiqué pour la garantie rente éducation.

Les cotisations au présent régime assises sur les rémunérations perçues au-delà de la tranche B de rémunération sont limitées à 0,50 %.

(**) La prise en charge des risques en cours est financée par une cotisation sur 3 ans à compter de la date d'effet de l'avenant n° 33 du 17 mai 2011 et fait l'objet d'un compte spécifique.

(***) Pour la garantie « rente éducation » un taux d'appel est appliqué sur 3 ans à compter de la date d'effet de l'avenant portant la cotisation sur cette période à 0,06 % tranches A et B (répartition de la cotisation à 0,01 % pour le salarié et 0,05 % pour l'employeur), sous réserve que pendant cette même période des modifications de lois ou de règlements servant de base aux prestations garanties ne remettent pas en cause l'équilibre technique du présent régime.

Article 3

Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Demande d'extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant auprès de la direction générale du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 18 juin 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

ANMF ;
SRF ;
CFSI ;
SNIA.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;
CSFV CFTC ;
FNAA CFE-CGC ;
FGA CFDT.